

hommes-clefs qui dirigent le gouvernement depuis quelques années.

Peut-être devrais-je prendre le temps d'expliquer cet état. Je suis certain que Votre Honneur verra immédiatement la ressemblance qui existe entre l'état dont souffrent ces hommes et la maladie décrite par les Grecs, si on veut établir une comparaison avec l'histoire grecque et les commentaires qui ont été faits à cette époque au sujet des dirigeants de l'heure.

La maladie à laquelle je fais allusion comporte un certain genre d'orgueil. Certes, tout le monde sait que pour réussir dans la vie, il faut avoir une certaine fierté de sa valeur et de ses possibilités de réussite. Avec la fierté vient la confiance en soi qui porte à lutter pour améliorer les choses, pour son pays, sa famille ou pour soi-même. Mais dans le cas présent, depuis des temps immémoriaux, cette sorte d'orgueil a conduit les chefs à la destruction. C'est un orgueil spécial, teinté d'insolence et d'arrogance, une sorte de suffisance qui ne se justifie pas, en somme. Cependant, ceux qui en sont les victimes s'en justifient du fait qu'ils s'imaginent être nommés à ces charges en vertu du droit divin et être prédestinés à régner et à prendre les décisions pour les autres. Cet orgueil insolent est à l'origine de cette tension soutenue qui existe entre le gouvernement fédéral et pratiquement tous les gouvernements provinciaux du pays. Elle est à l'origine de cette diminution de part et d'autre de la confiance et du respect, qui sont pourtant fort nécessaires entre les gouvernements fédéral et provinciaux, si l'on veut que la Confédération ait une raison d'être.

Je suis sûr que c'est cette confiance et ce respect mutuels qui présidaient dans les discussions relatives avec les provinces quand le parti conservateur auquel je suis heureux d'appartenir, a réussi à les réunir dans une même Confédération. Si nous reprenons l'histoire de notre pays depuis la Confédération, nous constaterons que nul autre gouvernement fédéral n'a montré autant d'insolence et n'a à ce titre autant nui à la Confédération que le gouvernement actuel.

C'est à l'occasion du bill C-68 que j'ai pu me rendre compte de cette suffisance lors des rapports que j'ai eus avec le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Certains des échanges qui ont eu lieu entre ce ministre et les membres de mon parti siégeant au comité de la santé méritent d'être cités. En voici un passage notamment, tiré des délibérations du comité d'il y a un an environ. Il s'agit du n° 46:18. Un député de notre parti avait posé au comité la question suivante:

Monsieur le président, pour revenir à un sujet que j'ai déjà abordé je m'inquiète de l'effet que cela pouvait avoir sur les relations fédérales-provinciales en général.

Il s'agissait du bill C-68 qui représentait bien une mesure imposée de manière arbitraire et unilatérale par le gouvernement fédéral qui prétendait décider pour les provinces sans en

### *Arrangements fiscaux fédéraux-provinciaux*

avoir l'accord et sans négociation préalable suffisante. Je reviens à la citation:

● (1620)

Lors d'une réunion des ministres de la Santé au début de 1975, nous savons que le gouvernement fédéral avait décidé d'abandonner son plan rigide visant à limiter arbitrairement les dépenses fédérales en la matière. Le gouvernement fédéral de l'époque, de concert avec les provinces, avait décidé d'étudier les solutions susceptibles d'améliorer la qualité des programmes de santé en faisant preuve de plus de souplesse dans l'interprétation des accords existants entre le fédéral et les provinces. Il me semble qu'on avait créé un comité mixte de fonctionnaires chargé de trouver la façon d'améliorer les services en diminuant, si possible, les coûts. Le comité devait analyser les résultats en juillet, mais le ministre des Finances a décidé d'annoncer en juin, deux ou trois semaines avant la date fixée pour la réunion, quelle action unilatérale serait prise malgré ce qu'avait dit le ministre aux provinces quelques mois auparavant. D'après moi, monsieur le président, notre pays doit son existence au système fédéral. La Confédération est le fruit d'une collaboration étroite entre le gouvernement fédéral et les provinces visant à unir le pays et à fournir à ses citoyens tous les services permis dans les conditions actuelles.

Nous savons aussi que sous le gouvernement actuel, c'est-à-dire depuis l'avènement du premier ministre Trudeau, le séparatisme n'a cessé de croître au Québec. L'Ouest ne s'est jamais senti plus isolé depuis la Confédération ou, plutôt, depuis qu'il en fait partie et les provinces Maritimes se sentent laissées pour compte.

A ce moment-là, un député libéral du Nouveau-Brunswick a crié: «Ce n'est pas vrai.»

**Une voix:** Qui était-ce?

**M. Yewchuk:** C'était le député de Madawaska-Victoria (M. Corbin). Nous étudions une mesure législative dont aucune province ne veut pratiquement. Toutes les provinces l'ont rejetée. Toutes les provinces ont fait savoir sans ambages qu'elles veulent à tout prix discuter avec le ministre de la Santé et en arriver à un accord mutuellement acceptable, quant aux modifications à apporter au régime de soins. Et pourtant le ministre a décidé d'aller de l'avant brutalement en dépit du fait qu'il a comparu quatre ou cinq fois devant le comité et qu'il n'a jamais voulu expliquer raisonnablement l'attitude qu'il a prise face aux engagements envers les provinces, alors que quelques mois auparavant, il avait déclaré que tout arrangement serait consécutif à un accord négocié mutuellement acceptable. Voici ce que le ministre a répondu à tous ces arguments, et à d'autres:

Monsieur le président, certains des propos du député sont tellement absurdes que j'ai peine à les prendre au sérieux.

Il a ajouté qu'environ 95 p. 100 de ces propos étaient absurdes. Tellement qu'il avait peine à les prendre au sérieux. Monsieur l'Orateur, mes propos reprenaient principalement, en les résumant, un certain nombre de lettres que nous avions reçues de tous les ministres provinciaux de la Santé. Le ministre se trouvait donc à dire que tout ce qu'avaient à dire ces ministres provinciaux était absurde et ne méritait pas de réponse. Puis il a perdu patience, s'est emporté, selon son habitude, et a dit: